

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# La Voix des Travailleurs



De Stem van de Arbeiders

n° 89

p.a.f. 0,80 € - mars 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

# Le capitalisme: Un système parasitaire dont il faut se débarrasser

Dans ce numéro:

*Dividendes records*

*Grève contre la restructuration chez NLMK*

*Le pacte d'excellence: un plan d'attaque contre l'école publique*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar



## Vatican : Tartuffes

Alors que le pape tente d'éteindre les scandales d'abus sexuels dans l'église catholique en désignant la main de Satan, le cardinal australien Pell a été reconnu coupable d'avoir agressé deux enfants de chœur dans la sacristie de la cathédrale de Melbourne il y a une vingtaine d'années. Pourtant ce pédophile avait été promu en 2013 par ce même pape. Et le Vatican en avait fait l'équivalent d'un ministre des finances de la papauté....

Et ce sont ces hommes qui font profession de morale et se mêlent de dicter les comportements de chacun, relayés dans de nombreux pays par les gouvernements...

## UBS : Fraude à toute heure

La banque suisse UBS a été condamnée par un tribunal français à une amende de 3,7 milliards € pour incitation à la fraude fiscale et blanchiment d'argent. Ce n'est qu'une fraction de la fortune de plus de 4 000 riches qui ont évité de payer des impôts sur 23 milliards € entre 2009 à 2012, avec l'aide de la banque.

La banque n'a nullement l'intention de payer cette amende qui ne représente pourtant qu'à peine un an de bénéfice. Et cette condamnation n'empêchera pas les riches de continuer à frauder et les banques de se mettre à leur service.

## Qui sommes-nous ?

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

## Derrière les t-shirts bon marché

En janvier, au Bangladesh, les travailleuses et travailleurs de l'industrie textile étaient en grève pour exiger le triplement de leur salaire de misère. Grèves et manifestations ont été violemment réprimées. Le 15 janvier, 1 500 grévistes ont été licenciés, et sont menacés de ne pas retrouver de travail. Car le gouvernement, qui règne depuis dix ans d'une main de fer, a relancé une loi datant de la guerre, interdisant toute protestation ouvrière.

La grève avait entraîné l'arrêt de la production dans une cinquantaine d'usines, qui fournissent, entre autres, les enseignes Gap, Zara ou H&M, lesquelles vont pouvoir continuer à profiter en faisant mine d'ignorer que leur réussite repose sur l'esclavage salarié.

Mais les esclaves finissent toujours par se révolter !



## Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be),

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

## Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

**LutteOuvrière.Arbeidersstrijd**

## Abonnements:

**Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)**

**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte  
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1  
avec la mention : abonnement VdT  
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be))

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.



# Un système parasitaire dont il faut se débarrasser !

En dix ans, depuis la crise bancaire de 2008, le montant des dividendes distribués dans le monde a doublé. En 2018, les grandes entreprises cotées en bourse ont ainsi versé 1.250 milliards d'euros aux actionnaires, et on s'attend à ce que ce montant augmente encore cette année !

C'est près de 4 fois le montant qu'il faudrait, selon l'ONU, pour éradiquer la faim dans le monde.

La Belgique n'est pas en reste et ses grandes entreprises se positionnaient encore en 2017 en 8ème place dans le classement des pays où les actionnaires sont le mieux rétribués. Les grandes sociétés belges ont ainsi distribué à leurs actionnaires 8,73 milliards d'euros en 2017 et 7,4 milliards en 2018. C'est l'équivalent de 164.000 salaires annuels de 45.000 euros brut.

Pour arriver à de tels montants, combien de travailleurs ont été licenciés pour augmenter les dividendes en exploitant encore plus ceux qui restent ?! Comme chez Caterpillar dont les dividendes ont augmenté de 16% depuis l'annonce de la fermeture en 2016.

Combien de charge de travail supplémentaire pour ceux qui restent ? Comme chez Carrefour, Delhaize, Mestdagh, BPost, ou NLMK où la direction veut imposer des journées de 12 heures aux 200 travailleurs qui ne seraient pas licenciés.

Oui, le prix de ces dividendes, ce sont les dos cassés, les tendinites, les dépressions, les salaires qui ne permettent même plus aux travailleurs des pays riches de payer leurs factures, et à ceux des pays pauvres de manger à leur faim.

Si même dans un pays riche comme la Belgique, tout le monde n'arrive plus à se faire soigner en cas de maladie, si de plus en plus d'ainés vivent avec des pensions en-dessous du seuil de pauvreté, si les écoles, les transports et les infrastructures sont en piteux état, ce n'est nullement une fatalité. C'est le résultat d'un système économique entièrement tourné vers l'enrichissement de la classe capitaliste, qui ne représente qu'une infime minorité de la population.

Un système devenu tellement parasitaire qu'il menace l'existence même de l'humanité.

Pour dominer les colonies et le commerce, et augmenter leurs profits, les bourgeoisies des pays capitalistes ont plongé l'humanité par deux fois dans la guerre

mondiale. Les fortes augmentations des budgets militaires indiquent qu'elles risquent de reprendre le même chemin. Pour les populations d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan, de Libye et de bien d'autres pays, qui subissent des guerres depuis des dizaines d'années, cette catastrophe est déjà là.

Aucune solution aux problèmes fondamentaux de l'humanité n'est possible tant que la classe capitaliste a le pouvoir sur les moyens de production et les capitaux.

Leur seul critère pour toutes leurs décisions, c'est la recherche du profit maximum.

La classe capitaliste est incapable de garantir à tous les êtres humains l'accès à la nourriture, à l'eau potable, aux médicaments, à un logement décent et aux connaissances fondamentales, incapable d'arrêter la destruction de l'environnement, des océans et de la biodiversité ou encore le réchauffement du climat. Un tel système n'a plus aucune légitimité !

Il est également incapable d'arrêter la montée des courants réactionnaires qui menacent partout.

Alors oui, les jeunes ont raison de descendre dans la rue pour défendre leur avenir.

« En 2050, vous êtes tous morts, pas nous », a écrit un étudiant sur sa pancarte à l'adresse du monde politique. Tout comme les dizaines de milliers de gilets jaunes ont raison de rester mobilisés après trois mois en France et aussi en Belgique, malgré la violence policière et malgré la stratégie du pourrissement du gouvernement français.

Mais surtout, il faut que renaisse un courant communiste révolutionnaire, que des hommes, des femmes, des jeunes se donnent la perspective de faire renaître un parti révolutionnaire parmi les travailleurs, ayant pour but le renversement du système capitaliste.

Il n'y a pas d'autre solution. Il faut arracher le pouvoir des mains des capitalistes. Il faut que les moyens de production – les usines, les banques, les infrastructures – deviennent le bien de tous et soient contrôlés en premier lieu par ceux qui les construisent et les font fonctionner tous les jours. C'est la condition pour que l'humanité puisse mettre en œuvre des décisions sur d'autres critères que le profit de quelques-uns. C'est la condition pour que les immenses moyens et connaissances dont dispose l'humanité aujourd'hui, puissent être mobilisés pour résoudre les problèmes essentiels de l'humanité. C'est le communisme, et c'est l'avenir de l'humanité.





# NLMK : les travailleurs face au patron, à la Sogepa, aux forces de l'ordre et aux directions syndicales !

Ce 23 février, cela fait trois semaines que les travailleurs de NLMK Clabecq sont mobilisés contre le plan de restructuration concocté par les actionnaires et approuvé par la Sogepa et les directions syndicales.

Mais accepter 290 licenciements et des journées de 12 heures pour ceux qui restent, le tout en perdant du salaire, c'est tout simplement inacceptable et les travailleurs ont débrayé.

Il était logique d'aller voir les collègues des autres entreprises, notamment à La Louvière. Mais au lieu de s'adresser aux travailleurs, les syndicats ont installé un piquet pour bloquer les camions, loin de la porte par où entrent et sortent les ouvriers.

Pour décourager les travailleurs de prendre contact avec leurs collègues des autres entreprises, les délégués leur ont affirmé qu'ils ne seraient pas bien reçus, car « on n'est pas venu les aider quand ils étaient en restructuration, ils ne nous aideront pas maintenant ». Pourtant il va bien falloir que quelqu'un commence à créer des liens entre travailleurs de différentes entreprises, ça devrait être le rôle du syndicat.

Bien sûr, lundi, 18 janvier, les forces de l'ordre sont venues déloger le piquet, arrêtant violemment un gréviste.

Quant au piquet à Clabecq, ils ont déjà reçu plusieurs fois la visite de l'huissier. Les négociations des syndicats avec la direction ont débouché sur un nouvel « accord », tout aussi inacceptable que le précédent. Les

travailleurs en grève l'ont refusé.

Voyant que les syndicats ne venaient pas à bout du piquet, la direction est repassée à l'attaque en organisant un référendum pour faire voter la reprise qui aurait été adoptée à 92%, selon elle. Elle a fait voter les cadres qui ont participé à 100% et les employés (85%). Mais seulement 15% des ouvriers ont participé, conscients de la duperie de voter leur propre licenciement !

Ce qui arrive aux travailleurs chez NLMK, c'est ce que vivent des travailleurs dans tous les secteurs. Il n'y a pas d'autre solution que de construire un rapport de force pour faire reculer la direction. Pour cela, il faut oser se parler de travailleur à travailleur. C'est cela le cauchemar de toute cette alliance derrière le patronat et que les directions des syndicats veulent éviter : que les travailleurs se regroupent et prennent leur destin en main eux-mêmes !



## La mobilisation du 13 février bradée à bas prix

Deux jours après la grève du 13 février, le contact était renoué entre les dirigeants syndicaux et le patronat. Et les syndicats ont accepté qu'au lieu de 0,8% d'augmentation maximale autorisée au-delà de l'index, il serait question maintenant de 1,1%. Cela ferait moins de 20 euros par mois ! C'est ridicule, surtout quand les entreprises annoncent des profits en hausse !

Et cette « augmentation maximale » n'est pas obligatoire, et n'empêche pas les patrons de baisser les primes, et mêmes les salaires, notamment lors des restructurations.

Pour les restructurations justement, les syndicats se félicitent

d'avoir pu maintenir l'âge minimum à 58 ans pour partir au « chômage avec complément d'entreprise ». Bien sûr c'est un peu mieux que le chômage pour ceux qui y ont droit, mais c'est surtout un avantage pour les patrons qui peuvent ainsi licencier en limitant les réactions et imposer une exploitation accrue à ceux qui restent.

Et les négociateurs syndicaux ont lâché du lest sur la flexibilité : 120 heures supplémentaires seront permises au lieu de 100.

Par toutes ces concessions, notamment par rapport aux 1,8% qu'ils mettaient en avant, les dirigeants syndicaux ont voulu montrer une fois de plus au patronat qu'on

peut compter sur eux comme « partenaire social ». Mais quand le patronat est à l'offensive, ça ne servira pas à le faire reculer, au contraire. Déjà, la N-VA a fait savoir que cet accord n'aura pas ses voix au parlement.

Il n'y a rien à négocier avec le patronat sans créer un rapport de forces en faveur des travailleurs. Avec ou sans Verteneuil et tous les bureaucrates qui usurpent depuis tant d'années la direction des syndicats, il faut construire ce rapport de force pour opposer un halte-là aux attaques patronales ! Il en va de notre avenir !



## Grève chez Van Hool

Chez le constructeur de bus, les travailleurs font grève depuis deux semaines pour leurs salaires. La direction avait en effet accordé une petite augmentation à un petit groupe de travailleurs du département des ventes. Les travailleurs ne voyaient pas pourquoi l'entreprise dont les cahiers de commande sont pleins, n'en accorde pas à tout le monde. Face à la grève, la direction a fait marche arrière, supprimant l'augmentation accordée. Erreur.

Les travailleurs en grève ne voulaient pas voir les salaires de leurs collègues baisser, mais les leurs augmenter ! La grève continue.



## Audi / VW - Forest

### Groupe Volkswagen : manne pour les actionnaires

Le groupe Volkswagen annonce un bénéfice avant impôt de 15,6 milliards d'euros, en augmentation de 2,9 milliards. Le dividende augmente de 23%. En tout, le groupe distribue ainsi 2,4 milliards d'euros à ses actionnaires, dont près d'un milliard, l'équivalent de 22.000 salaires ouvriers annuels, à la seule famille Porsche-Piëch.

Et ils osent nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour les problèmes d'ergonomie à la chaîne ?!

### Audi Győr : la grève paye

Après 6 jours de grève dans l'usine hongroise de Győr où 12.000 ouvriers produisent, entre autres, des moteurs pour presque toutes les usines d'Audi, la direction a cédé l'augmentation des salaires de 18% que réclamaient les grévistes.

C'est la première fois que les travailleurs de Győr organisent une grève d'une telle ampleur. Ils n'ont pas seulement gagné en salaire, ils ont aussi gagné leur dignité en relevant la tête !

## L'entreprise de demain...



La chaîne de supermarché Carrefour va inaugurer un magasin « automatisé » à la Grand-Place de Bruxelles. Fonctionnant 24h sur 24 et 7 jours sur 7, les clients commanderont sur une application et leur commande sera préparée par un robot.

Bien entendu, ce magasin automatique fonctionne en réalité grâce aux travailleurs qui livrent les marchandises, rangent les rayons, cuisent le pain et réparent les robots.

Ce qui reste vraiment à inventer, ce sont des entreprises sans patrons ni capitalistes, pour que les travailleurs profitent enfin des robots pour se programmer du temps libre...

## Dans le monde

### Europe ou pas ...

Alors que la menace d'un Brexit sans accord entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne devient probable, plusieurs fabricants automobiles annoncent des suppressions d'emplois en Angleterre : tel Nissan sur son site de Sunderland, ou Honda avec la fermeture de l'usine de Swindon, entraînant la disparition de plus de 7 000 emplois. Toyota et BMW pourraient faire des annonces similaires. Le rétablissement des frontières ne protège pas les travailleurs. Le capitalisme c'est la guerre économique dont les victimes sont toujours les ouvriers.

## Venezuela : l'impérialisme à l'oeuvre



Le 23 février, les États-Unis ont envoyé aux frontières du Venezuela quelques camions d'aide humanitaire. Ils sont finalement restés bloqués, les États-Unis n'ayant pas pour l'instant encore fait le choix de l'usage de la force.

Cette manoeuvre était censée prouver que l'arrivée au pouvoir de l'autoproclamé président Juan Guaido entraînerait une amélioration pour la population vénézuélienne. C'est un simple geste de propagande. En soutenant Guaido, les États-Unis, accompagnés par de nombreux pays dont la France, espèrent reprendre la main sur un pays riche en pétrole et en or. Ce n'est pas la population vénézuélienne qui en profiterait, mais la bourgeoisie vénézuélienne, et américaine.

Le favoritisme voire la corruption qui gangrènent le régime de Maduro et surtout la profonde crise économique qui touche le Venezuela, comme toute l'Amérique latine, et au-delà le monde entier, ont affaibli le soutien populaire dont il bénéficiait. Ses opposants s'appuient sur ce mécontentement. Mais le retour de la droite avec Guaido, candidat de l'impérialisme, loin de résoudre les problèmes des classes populaires, ne ferait que les aggraver.



## Le PS recycle... les promesses creusées

Le week-end du 23 et 24 février, le PS était en congrès et il n'a pas lésiné sur les promesses adressées aux électeurs. Votez PS pour un emploi et un logement pour tous, des transports gratuits, pour taxer plus les riches. Pour une Wallonie solidaire et les services publics...

Les travailleurs ne peuvent y voir qu'un étalage du mépris que les dirigeants du PS ont pour leurs électeurs. Car visiblement Di Rupo, Magnette et leurs « camarades » pensent qu'on a tout oublié : les privatisations de la Poste, des PTT, de la Sabena et de la CGER par le

ministre Di Rupo des années 90, le vote par le PS des intérêts notionnels, ce cadeau fiscal énorme aux grandes entreprises ; Di Rupo qui vantait la Belgique aux représentants des plus grandes multinationales présents à Davos, comme paradis fiscal ; le gel des salaires, la chasse aux chômeurs, la réforme d'Etat et l'austérité à long terme qui y est liée...

Il y a le PS menteur des campagnes électorales, et il y a le PS au gouvernement, un fidèle larbin de la classe capitaliste.



Le PS avant les élections...

... et après



### Francken à Verviers

Théo Francken a tenté de faire la promotion de son dernier livre et de sa politique de démagogie contre les migrants à Verviers.

Le public venu l'écouter n'est peut-être pas choqué que des collaborateurs de Francken se soient enrichis en rackettant des réfugiés syriens en échange de passeports humanitaires... Et que dans le même temps, le Secrétaire d'Etat à l'asile accusait ceux qui aident les migrants bénévolement d'être complices des passeurs !

Parmi le public venu pour applaudir Francken figuraient des crânes rasés tatoués de la Croix gammée et tous ceux qui ne sont pas dérangés par un tel voisinage.

Les militants de la FGTB, la bourgmestre PS de Verviers, venus s'opposer à la venue de Francken et de ses sympathisants, sont aujourd'hui menacés de poursuites judiciaires. Ce sont eux qui sont accusés de faire régner la peur. C'est le monde à l'envers.

Mas la lutte contre ceux qui veulent faire des étrangers des boucs émissaires nécessite de s'en prendre aux patrons qui exploitent la concurrence entre les travailleurs pour faire baisser les salaires et aggraver l'exploitation. Et dans cette lutte-là, les dirigeants de la FGTB et du PS désarment les travailleurs par leur politique de capitulation devant les capitalistes !

### Hausse du tarif social de l'énergie

La Commission de régulation du tarif de l'électricité et du gaz (la Creg) vient d'annoncer une hausse de 22 % du tarif social sur l'électricité et de 29% sur le gaz. Une décision qui va encore accroître la détresse de nombreux foyers déjà endettés par leurs factures d'énergie. La Creg ne fait que répercuter les hausses de l'électricité et du gaz ? Mais justement, cette hausse est liée aux profits records des grands groupes capitalistes qui dictent leurs lois sur ces tarifs sans que la Creg ou les gouvernements ne s'y opposent !!

### L'écologie recyclée pour les patrons

A l'occasion du salon Batibouw, le ministre libéral wallon De Borsus vient d'annoncer la suppression du plafond de revenus dans l'attribution des primes à l'isolation.

Il s'agit d'un subside indirect aux entreprises du secteur de l'isolation et d'un cadeau pour les propriétaires qui mettent leurs biens en location. C'est aussi une manne pour les auditeurs agréés qui délivrent les audits énergétiques indispensables pour obtenir les primes.

Bref, comme avec les panneaux solaires, la politique du gouvernement vise à enrichir des patrons et baisser la facture énergétique des ménages les plus aisés.

Et pour isoler le logement des intérimaires ? Des pensionnés ? Des chômeurs ? Eux qui n'ont pas d'économies pour investir ne bénéficieront pas de primes, mais ils payeront cette politique par leurs factures énergétiques et leurs impôts.

### Les « affaires courantes »

Voilà deux mois que le gouvernement tombait, laissant la place à un gouvernement minoritaire jusqu'aux élections. Mais cela n'empêche pas l'ancienne majorité de voter, avec une belle unité, l'une après l'autre des lois anti-sociales proposées par l'ancien gouvernement. Par exemple, ont été votées les coupes dans les réseaux hospitaliers, proposées par Maggie De Block. Et il n'est pas du tout impossible qu'un de ces jours soit adopté le « jobs deal », ce paquet d'attaques contre le monde du travail annoncé cet été. Business as usual.



## Grève le 13 février : saisissons l'occasion pour faire entendre nos exigences !

L'organisation patronale, la FEB, vient de publier son « mémorandum » qui contient les exigences que le patronat veut voir réalisées par le prochain gouvernement après les élections.

Dans son programme : suppression de l'indexation des salaires ; suppression des barèmes garantissant une augmentation des salaires avec l'âge ; faciliter les licenciements, sous prétexte de faciliter les embauches ; et pour ceux qui perdent leur emploi : limitation des allocations de chômage dans le temps ! Avec ça, toujours plus de flexibilité : allongement de la semaine de travail en fonction des carnets de commande, plus d'heures supplémentaires qui ne sont pas payées comme telles... Et bien sûr aussi de nouveaux cadeaux fiscaux pour les entreprises et leurs actionnaires, par contre une taxe kilométrique payée par les travailleurs qui sont bien obligés de prendre leur voiture pour aller au travail !

Ce n'est rien d'autre qu'une nouvelle déclaration de guerre aux travailleurs !

10 ans après la crise bancaire de 2008, le niveau de vie de la classe ouvrière a baissé de façon dramatique. Des centaines de milliers de jeunes sont réduits à la précarité, entre chômage et exploitation, avec des salaires qui ne permettent pas de vivre.

Pendant ce temps, à l'autre pôle de la société, les richesses s'accumulent ! Le nombre de millionnaires est en augmentation, les grandes fortunes explosent, tout comme les ventes des articles de luxe. Et pas seulement en Belgique, c'est une tendance générale du capitalisme : selon Oxfam, 26 per-

sonnes possèdent aujourd'hui autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Mais les actionnaires en demandent toujours plus, toujours plus de profits ! Quitte à détruire la sécurité sociale, là où elle existe, détruire les conditions d'existence des êtres humains et même détruire les équilibres de la planète.

Pour éviter la catastrophe, nous ne pouvons pas compter sur les élections. Quel que soit le résultat des urnes, quelles que soient les promesses faites aux électeurs populaires, c'est le programme de la FEB qui sera appliqué par les gouvernements. Car c'est le grand patronat, qui n'est élu par personne, qui détient la réalité du pouvoir. La classe capitaliste a le pouvoir parce qu'elle a la propriété des entreprises et des banques. Elle peut menacer de délocaliser les entreprises, de fermer le crédit bancaire, de priver des travailleurs de leur salaire... Et que fait-elle avec le fruit de notre travail ? Elle le gaspille dans les produits de luxe, dans la spéculation et, pire encore, dans la guerre. C'est là le fonctionnement « normal » de ce système complètement fou, un fonctionnement devant lequel s'inclinent tous les gouvernements.

Les capitalistes ont la propriété, mais ils ont besoin de notre travail ! C'est notre travail qui produit les richesses qu'ils s'accaparent ! C'est pour cela que les travailleurs n'ont aucune raison de se résigner à subir l'exploitation, les bas salaires et les licenciements ! Les capitalistes mènent la lutte des classes, les travailleurs ne doivent pas craindre d'y répondre par la leur ! Il en va de notre survie ! Face

à leurs exigences, il faut qu'on fasse entendre les nôtres !

Il faut augmenter les salaires, pensions et allocations en prenant sur les profits. L'indexation des salaires ne doit pas seulement être maintenue. Pour qu'elle suive réellement les prix, elle doit être mise sous le contrôle des travailleuses et travailleurs eux-mêmes !

Il faut un travail et un salaire correct pour tous ! Au lieu que les uns se crèvent au travail tandis que les autres croupissent au chômage, il faut répartir le travail entre tous, en prenant sur les profits pour payer les salaires !

Les directions syndicales ont appelé à la grève pour le 13 février. Il faut y participer le plus massivement possible ! Certes, un jour de grève ne sera pas suffisant pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Et personne ne peut avoir d'illusions quant à la détermination des dirigeants syndicaux à défendre réellement les intérêts des travailleurs.

Mais ça sera l'occasion d'affirmer haut et fort qu'on n'a pas l'intention de se laisser crever pour continuer d'enrichir une poignée de parasites capitalistes ! Il ne faut pas laisser le terrain à la résignation. Ce serait donner raison à tous ceux qui nous prêchent du matin au soir que nous n'avons pas d'autre choix que de subir...

Si, nous avons le choix ! Celui de nous préparer à en finir avec cette société capitaliste. L'humanité a besoin des travailleurs qui font tout fonctionner, mais elle a tout à gagner à se passer des capitalistes dont la seule fonction aujourd'hui est de piller et de gaspiller les fruits du travail !



## Le Pacte d'excellence : un plan d'attaque contre l'enseignement public

*De plus en plus d'écoles de l'enseignement francophone sont dans la première phase de l'application du « pacte d'excellence ». Elle consiste dans l'élaboration d'un « plan de pilotage ».*

*Concrètement, de quoi s'agit-il ?*

La première étape du plan de pilotage d'une école est de pointer les forces et les faiblesses de l'établissement afin de dégager les « indicateurs à améliorer », et cela dans un grand exercice de consultation visant à faire croire aux enseignants, parents ou élèves qu'ils sont acteurs du pacte d'excellence.

Après près de 40 ans d'austérité, les problèmes dans l'enseignement sont légion : manque de bâtiments, locaux vétustes, professeurs absents non remplacés, manque de personnel éducateur ou de PMS, manque de matériel pédagogique, classes surpeuplées... Et parfois même pas de chauffage !

Mais sur la majorité de ces problèmes, les enseignants se voient opposer une fin de non-recevoir. Ces budgets ne rentrent pas dans le cadre du plan de pilotage... il s'agit d'autres budgets !

En fait, en matière de consultation, il s'agit de faire participer les enseignants à fixer des « objectifs de performance » à atteindre par établissement, telle qu'une baisse du taux d'absentéisme des élèves ou une augmentation du taux de réussite aux examens. Le hic, c'est que le budget accordé à une école dépendra de l'atteinte, ou non, de ces objectifs !

Ainsi, si une école ne remet pas son plan de pilotage à temps ou n'atteint pas les objectifs fixés, elle se verra soumise à une amende de 5% de sa dotation. Ce qui pourrait avoir comme conséquence, par exemple, qu'une école dont les résultats aux examens sont trop faibles, se verrait réduire son budget, c'est-à-dire in fine son nombre d'enseignants... ce qui ne va certainement pas aider les élèves à mieux réussir leurs examens ultérieurs.

En fait, le « pacte d'excellence » vise à remplacer la réussite réelle des élèves par des statistiques bidon.

Pour faire monter le niveau général, il faut diminuer le nombre d'élèves par classe et cela demande d'augmenter les budgets consacrés à l'enseignement. Au contraire ici, il s'agira d'améliorer les statistiques de l'école, ce qui peut se faire, en diminuant le niveau de difficulté des examens du type CE1D, ou encore en excluant de l'établissement les élèves en difficulté !

Chaque école sera « responsable » de sa réussite, sans cependant recevoir des moyens adéquats. Ainsi, les inégalités entre les « bonnes » écoles et les autres se creuseront encore plus. Les chefs d'établissement

recevront par contre plus de moyens pour sanctionner les enseignants pour forcer tout le monde à se soumettre à ce système absurde.

C'est ainsi que les autorités mettent en place un dispositif qui permettra de réduire encore les moyens de l'école. C'est clair que ce seront les enfants des classes populaires qui feront le plus les frais de cette politique.

Offrir à chaque enfant l'accès à la culture, à la lecture, au développement de ses connaissances devrait être une priorité pour la société. Dans cette société où règne en maître la recherche du profit, cela n'est pas le cas. L'enseignement public pour tous a été gagné au prix des luttes de la classe ouvrière au 19ème siècle. Nous ne pourrions pas faire l'économie de luttes sociales générales si on veut pouvoir prendre l'argent nécessaire à la formation de la jeunesse où il se trouve : dans les caisses du grand patronat !



### En finir avec l'école publique ?

Les politiques de performance dans l'enseignement n'ont rien de neuf, cela fait longtemps qu'elles sont appliquées en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Ainsi aux USA, la réussite aux tests conditionne la subvention des écoles. Ecoles qui peuvnt se voir contraintes à fermer puis à rouvrir sous gestion privée ou comme « école à charte », c'est-à-dire des écoles de gestion privée subventionnées par le public. Cette politique scolaire a eu pour résultat de dégrader considérablement la qualité de l'enseignement, et a mené à la fermeture pure et simple de beaucoup d'écoles dans les quartiers populaires. Il y a aujourd'hui des enfants aux Etats-Unis qui ne vont pas à l'école ! Et on voit remonter l'analphabétisme dans la plus grande puissance économique mondiale. Cela n'a rien d'excellent, c'est une raison de plus d'en finir avec ce système pourri dans lequel il n'y a pas d'avenir !